



## Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

février 2018

### *Mise en route du programme gouvernemental*

*Depuis l'investiture du gouvernement Kurz le 18 décembre dernier, le gouvernement a mené à bien la réorganisation des ministères suite aux modifications de périmètres : transferts de services comme à la Chancellerie fédérale, avec plusieurs services chargés des affaires européennes du ministère des Affaires Étrangères placés désormais auprès du ministre pour l'Union européenne, M. Blümel (ÖVP), ou encore les directions du tourisme et de l'énergie, transférées du ministère de l'Économie au ministère de la Durabilité et du Tourisme dirigé par Mme Köstinger (ÖVP), en charge de l'environnement, de l'aménagement du territoire, de l'énergie-climat ainsi que de l'agriculture. Pour assurer une meilleure coordination dans les ministères, des secrétaires généraux ont également été nommés ou renouvelés. A la chancellerie fédérale, un nouveau secrétaire général, M. Dieter Kandlhofer, est compétent pour les services du Chancelier et de ses deux ministres ; au ministère de la durabilité, avec l'arrivée de M. J. Plank, proche de la Ministre. Au ministère des Finances, le schéma en vigueur sous M. Schelling est reconduit : le directeur de cabinet du Ministre Löger fait aussi fonction de SG du ministère.*

*Le gouvernement a déposé devant le Parlement plusieurs projets de loi traduisant les orientations du programme de coalition. Il s'agit de textes visant à alléger le coût du travail pour les plus bas salaires (relèvement des plafonds pour l'abattement sur les cotisations sociales) et de la mise en place du bonus famille via un crédit d'impôt venant se substituer à la prise en charge des frais de garde. Par ailleurs, le projet controversé d'indexation des prestations familiales a été soumis à consultation préalable. Enfin, a été annoncé à compter du 1<sup>er</sup> février la fin de deux dispositifs de soutien à l'emploi institués par le gouvernement Kern (bonus emploi et « Aktion 20 000 » pour les seniors). La majorité des experts avaient mis en cause l'utilité du bonus emploi et son coût pour les finances publiques ainsi que le surdimensionnement du programme pour l'emploi des seniors en période de haute conjoncture.*

*En amont de la présentation, le 21 mars, du budget révisé 2018 et pour 2019, le gouvernement a indiqué qu'il afficherait un « Nulldefizit » en 2019, tout en privilégiant les dépenses en matière d'éducation et de sécurité. Le gouvernement part d'une situation budgétaire 2017 où les rentrées fiscales ont été meilleures que prévues (+0,9 %) mais les dépenses supérieures aux montants budgétés (+4,2 %). Le déficit s'est donc établi à 6,9Mrd EUR (contre 5 Mrd EUR en 2016).*



|  |           |
|--|-----------|
| <b>Situation économique et financière</b>  | <b>3</b>  |
| □ <b>Evolution des indicateurs et prévisions</b> .....   | <b>3</b>  |
| • 2017 s'est terminée sur une croissance trimestrielle de +0,9 %   | 3         |
| • L'inflation (IPCH) se tasse légèrement à 1,9 % en janvier 2018   | 3         |
| • Les recettes fiscales en 2017 plus élevées que prévues   | 4         |
| • Le volume des garanties de l'Etat recule en raison de l'expiration des garanties en faveur du secteur bancaire | 4         |
| □ <b>Echanges</b> .....  | <b>5</b>  |
| • Les investissements chinois en Autriche sont encore limités mais de nature stratégique                         | 5         |
| <b>Politique économique et sociale</b>   | <b>5</b>  |
| □ <b>L'emploi</b> .....  | <b>5</b>  |
| • Le bonus emploi, suspendu à compter du 1 <sup>er</sup> février, aura coûté 1,1 Mrd EUR                         | 5         |
| • La réduction de la cotisation chômage soumise à la consultation publique                                       | 6         |
| • Malgré un chômage à 5,5 %, l'Autriche n'occupe que la 12 <sup>ème</sup> place européenne                       | 7         |
| • La main d'œuvre qualifiée devient rare   | 7         |
| □ <b>Questions sociales</b> .....  | <b>8</b>  |
| • Le projet d'indexation des prestations familiales en consultation publique                                     | 8         |
| <b>Questions sectorielles</b>  | <b>9</b>  |
| □ <b>Services financiers</b> .....   | <b>9</b>  |
| • Le système de garantie des dépôts : vers un organisme de sauvegarde unique                                     | 9         |
| • L'épargne-logement continue à perdre de son attractivité   | 9         |
| □ <b>Energie et environnement</b> .....  | <b>9</b>  |
| • Les changements de fournisseur énergétique de plus en plus populaires  | 9         |
| • OMV se diversifie et acquiert 40 % du capital de SMARTRICS, société spécialisée dans la mobilité électrique    | 9         |
| □ <b>Communication</b> .....   | <b>10</b> |
| • Telekom Austria perd des clients dans le domaine de la téléphonie mobile                                       | 10        |
| □ <b>Industrie</b> .....   | <b>10</b> |
| • Le volume de financement du plan Juncker en Autriche a atteint 931 MEUR fin 2017                               | 10        |
| • KTM augmente ses chiffres de ventes pour la 7 <sup>ème</sup> année consécutive                                 | 11        |
| • La première aciérie construite en 40 ans en Europe : l'aciérie de Voestalpine en Styrie                        | 11        |
| • Résultat record pour le leader mondial des fabricants de briques Wienerberger                                  | 11        |
| • ams, fournisseur autrichien d'Apple en capteurs optiques, double son chiffre d'affaires                        | 11        |
| □ <b>Transports</b> .....  | <b>12</b> |
| • L'affaire d'AirBerlin et de Flyniki pèse sur les statistiques des vols de l'aéroport de Vienne                 | 12        |
| □ <b>Agriculture</b> .....   | <b>12</b> |
| • Forte progression du revenu agricole en 2017   | 12        |
| • La Ministre Köstinger opposée à une réduction du financement de la PAC   | 13        |
| • De nouvelles têtes à la Chambre fédérale d'agriculture   | 13        |
| • La production animale en hausse de 1 %, sauf chez les bovins   | 14        |
| <b>Présence française</b>  | <b>14</b> |
| • Valneva affiche une forte croissance des ventes en 2017  | 14        |
| <b>Annexe</b>  | <b>15</b> |

[Haut du document](#)

**Situation économique et financière****Evolution des indicateurs et prévisions**

**2017 s'est terminée sur une croissance trimestrielle de +0,9 %**

Par rapport aux chiffres provisoires du mois dernier (voir notre veille de décembre/janvier), l'institut de conjoncture Wifo (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*) a revu à la hausse de 0,1 point la croissance du PIB au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017. Elle aurait progressé de finalement 0,9 %, comme au 3<sup>ème</sup> trimestre. Selon la définition Eurostat, donc en données désaisonnalisées et corrigées des effets de calendrier, l'économie autrichienne a cru au cours des 4 trimestres 2017 de respectivement +1,2 % (T1/T4 2016), +0,7 (T2/T1), +0,8 (T3/T2) et +0,8 % (T4/T3). La croissance autrichienne au T4 2017, avec +0,8 %, aurait donc été supérieure à la croissance moyenne de l'UE 28 fixée à 0,6 %. L'Autriche a continué de profiter de la reprise mondiale, en particulier dans les PECO et son commerce extérieur a gagné en vigueur en cette fin d'année 2017. Les exportations ont enregistré une hausse de 1,9 %, tirées par les exportations de marchandises, tandis que les importations n'ont progressé que de 1,3 % (+1,1 % au T3). La contribution positive du commerce extérieur au T4 2017 représente plus du tiers de la progression du PIB. La demande domestique est également restée soutenue grâce à la consommation des ménages qui a progressé de 0,4 % au T4, comme lors des deux trimestres précédents. La demande des administrations publiques a gagné en dynamisme pour afficher une hausse de 0,6 % lors du dernier trimestre, après avoir cru de 0,5 % au T3 et de 0,2 % au T2 2017. En revanche, la progression des investissements s'est légèrement tassée pour n'augmenter que de 1,1 % après +1,7 % au T3. Du côté des secteurs, la production manufacturière reste bien orientée avec une hausse vigoureuse de 3,0 % au T4 alors qu'elle avait déjà progressé de 2,8 % au T3 2017. Il s'agit là de la plus forte progression du secteur enregistrée depuis 2010. Le commerce et le tourisme ne sont pas en reste et affichent une hausse de 0,5 % et de 0,4 %. L'enquête réalisée chaque trimestre par la Fédération de l'Industrie IV (*Industriellenvereinigung*) illustre bien la tendance haussière observée par les économistes: le baromètre de la conjoncture se fixe à 43,4 en fin 2017, la plus forte valeur depuis fin 2007. Le marché des affaires a également atteint son pic à l'indice 71 et la confiance des industriels pour les prochains 6 mois reste entière. Le sous-indice relatif aux carnets de commandes atteint également son plus haut niveau des 10 dernières années. L'industrie autrichienne se porte bien, elle pourrait croître de 4,5 % en 2018 selon l'étude menée par *Bank Austria* auprès des directeurs d'achats. Le PMI dépasse largement le seuil d'expansion, même s'il accuse un léger tassement à 59,2 après avoir atteint 61,3 fin janvier. Tous les sous-indices affichent une sensible perte de vigueur, ce qui pourrait indiquer que l'industrie a atteint le haut du cycle, ce qui n'entache pas pour autant la confiance des industriels dans les perspectives à 6 mois.

**L'inflation (IPCH) se tasse légèrement à 1,9 % en janvier 2018**

Comme observée fréquemment au cours de ces dernières années, la hausse des prix à la consommation en Autriche reste supérieure à celle observée dans la zone euro. L'IPCH, utilisé pour les comparaisons européennes, affiche fin janvier une hausse de 1,9 % alors que celui de la zone euro se fixe à 1,3 %. Pour mémoire, le même indice s'est établi en Allemagne à +1,4 % fin janvier, en France à +1,5 %. Toutefois, il convient de garder à l'esprit qu'en Autriche, l'IPCH ne s'est plus établi sous la barre des 2 % depuis janvier 2017 et culminait à 2,5 % en septembre. L'inflation reste donc soutenue en Autriche, malgré le tassement des prix de l'alimentation et des carburants. Les dépenses pour l'énergie, le logement et l'eau



restent le moteur principal de cette augmentation des prix : elles augmentent en glissement annuel de 2,3 % en moyenne. Un pilier de l'inflation reste également la progression des prix dans la restauration et l'hôtellerie avec une hausse de 3,0 %. Alors que les prix de l'alimentation progressaient de 3,0 % en décembre, leur évolution en janvier est restée plus maîtrisée à +1,8 % en moyenne. La plus forte progression enregistrée concerne le beurre dont les prix ont augmenté de 24,6 %. Les loisirs et la culture voient leurs prix en hausse de 0,7 %, les prix des transports ne gagnent que 1 % en janvier, en raison des prix des carburants qui ne progressent que de 1,7 % en glissement annuel. En décembre, ils avaient augmenté de 5,1 %. En revanche, les prix du textile et de la chaussure accusent un fort recul de -13,1 %, résultat de l'effet saisonnier des soldes d'hiver.

**Les recettes fiscales en 2017 plus élevées que prévues**

Selon les chiffres provisoires du ministère des Finances portant sur l'exécution budgétaire 2017, les recettes fiscales s'élèvent à 84,9 Mrd EUR soit une augmentation de 3,9 % par rapport à 2016. Le projet de loi de finances avait prévu des recettes fiscales à hauteur de 84,4 Mrd EUR ce qui donne un résultat de 515 MEUR meilleur que prévu. La TVA affiche l'augmentation la plus importante de 1 Mrd EUR. Avec 28,6 Mrd EUR, elle reste la ressource la plus importante ce qui s'explique par la reprise de la consommation privée. L'impôt sur le revenu affiche une augmentation de 987 MEUR pour atteindre 25,4 Mrd EUR, l'impôt sur les sociétés progressant de 332 MEUR pour atteindre 7,9 Mrd EUR. Par ailleurs, après avoir augmenté le taux des impôts prélevés sur les séjours hôteliers et de camping à 13 % dans le cadre de la réforme fiscale 2016, le gouvernement a décidé fin février de le ramener à 10 % ce qui correspond au taux des impôts prélevés sur les frais de restauration. Cette mesure prendra effet en novembre 2018 juste avant la saison touristique hivernale.

**Le volume des garanties de l'Etat recule en raison de l'expiration des garanties en faveur du secteur bancaire**

En octobre 2016, les créanciers de l'ancienne banque *Hypo Alpe-Adria* avaient accepté l'offre du ministère des Finances qui prévoyait un échange des créances contre des obligations à taux zéro émises par l'Etat. Suite à cette transaction, les garanties émises par l'Etat en 2016 avaient augmenté de 8,3 Mrd EUR. De plus, une nouvelle catégorie de garanties à hauteur de 4,6 Mrd EUR en faveur de la Monnaie d'Autriche (*Münze Österreich*) avait été introduite qui porte sur le retour des pièces. En 2017, le volume des garanties émises par l'Etat est redescendu sous la barre de 100 Mrd EUR pour atteindre 93 Mrd EUR (-7,8 Mrd EUR) en raison notamment de l'expiration de certaines garanties en faveur du secteur bancaire (-3,6 Mrd EUR) et en faveur du Land de Carinthie dans le cadre de l'affaire *Hypo Alpe-Adria* (-7,2 Mrd EUR). En revanche, les aides à l'exportation mises à disposition par l'*OeKB (Österreichische Kontrollbank)* qui en 2016 avaient reculé de 3,5 Mrd EUR à 22,7 Mrd EUR, ont augmenté de 1,6 Mrd EUR en 2017. Avec 24,3 Mrd EUR, les aides à l'exportation restent le poste le plus important parmi les garanties de l'Etat suivies par les garanties à hauteur de 16,1 Mrd EUR en faveur de l'opérateur historique des chemins de fer (*ÖBB, Österreichische Bundesbahnen*).



## Echanges

**Les investissements chinois en Autriche sont encore limités mais de nature stratégique**

La banque centrale d'Autriche OeNB (*Österreichische Nationalbank*) a recensé pour 2016 des investissements chinois à hauteur de 616 MEUR en Autriche ce qui porte le stock entrant à 641 MEUR. Les investissements sont de nature stratégique dans le secteur de la haute technologie et dans le secteur financier. On note notamment les transactions suivantes :

- Ouverture du siège européen à Vienne de *China Railway Rolling Stock Corporation*
- Décision par *China Electronics Technology Group Corp* d'ériger son centre européen à Graz
- Reprise du gestionnaire d'actifs *C-Quadrat* par le groupe *HNA*
- Acquisition du producteur de capteurs solaires *GREENoneTEC* par le groupe *Haier*
- La holding allemande *PIA Automation* détenue par *Ningbo Joyson Electronics* intègre *M&R Automation* basée à Graz
- *Great Wall Motors Company* crée en Basse-Autriche son centre R&D européen
- Le constructeur d'avions légers *Diamond Aircraft* est racheté par le groupe *Wanfeng Aviation Industry*

Si l'on intègre les investissements hongkongais en Autriche, ceux-ci se sont élevés à 220 MEUR en 2016 atteignant un stock de 2,8 Mrd EUR. Il s'agit notamment de deux grandes transactions plus anciennes :

- Reprise par l'opérateur de la téléphonie mobile *Hutchison Drei Austria* de l'opérateur de la téléphonie fixe et de l'internet *Tele2 Österreich* pour devenir le numéro deux sur le marché de la téléphonie autrichienne
- Participation du constructeur aéronautique public chinois *Xi'an Aircraft Industrial Corporation* de la société *FACC (Fischer Advanced Composite Components)* spécialisée dans la fabrication de matériaux composites pour l'aéronautique civile et militaire (2009).

L'institut *Statistik Austria* comptait en 2015 40 implantations chinoises en Autriche contre 187 entreprises autrichiennes implantées en Chine.

[Haut du document](#)

## Politique économique et sociale

### L'emploi

**Le bonus emploi, suspendu à compter du 1<sup>er</sup> février, aura coûté 1,1 Mrd EUR**

L'aws (*Austria Wirtschaftsservice*), organisme sous la tutelle du ministère du numérique et de l'économie et chargé des subventions, des garanties et des crédits subventionnés aux entreprises innovantes, vient de publier les chiffres relatifs à la prime à l'emploi ou bonus emploi, décidé par le gouvernement précédent et mis en place depuis le 1er juillet pour lesquels 2 Md€ avaient été budgétés. Il s'agissait d'exonérer les entreprises de 50 % des coûts non salariaux pendant 3 ans pour chaque emploi créé. Le gouvernement du Chancelier Kurz en a décidé la suspension à compter du 1<sup>er</sup> février. Depuis le 1er juillet, plus de 14 600 demandes ont été déposées pour près de 79 300 emplois, pour un coût pour les finances estimé à 1,1 Mrd EUR. Après l'annonce de la suspension du dispositif, plus de 2 000 dossiers ont été déposés en janvier. Les entreprises concernées vont des grandes entreprises (environ 6 % des dossiers), tels le groupe d'assemblage automobile Magna (1 400 emplois), en passant par les entreprises de moyenne taille (13 %) et les PME jusqu'à 50 salariés (33 %) aux TPE de moins de 10 salariés (50 %). En termes de répartition géographique, 21 % des



dossiers ont été déposés en Haute –Autriche, Land fortement industrialisé, et 21 % également à Vienne. La prime à l'emploi, mesure phare de l'ancien Chancelier social-démocrate Christian Kern, a été l'objet de nombreuses controverses et critiques, autant de la part du directeur du Pôle Emploi autrichien AMS (*Arbeitsmarktservice*) que du directeur de l'institut de conjoncture Wifo (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*). La mesure a en effet été mise en place alors que la conjoncture était déjà particulièrement favorable et les créations d'emplois déjà engagées. Ses détracteurs y voient un effet d'aubaine qui ne fait que peser sur les finances publiques. Grâce à la suspension de cette mesure, le ministère des Finances économiserait environ 900 MEUR, une manne budgétaire alors qu'il doit présenter le projet de budget révisé pour 2018-2019 dans la seconde quinzaine de mars.

**La réduction de la cotisation chômage soumise à la consultation publique**

Annoncée dans l'accord de coalition conclu entre les conservateurs de l'ÖVP et la droite populiste du FPÖ, la réduction du taux de cotisations à l'assurance chômage pour les bas salaires a été déposée au parlement pour consultation préalable le 5 janvier. En substance, ce projet prévoit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 de relever les plafonds relatifs à l'abattement appliqué au taux de cotisation (3 % du revenu mensuel brut). Les salariés percevant moins de 1 648 EUR de revenu brut mensuel bénéficieront d'un abattement de 3 % et seront donc exonérés de la cotisation chômage. Actuellement le 1<sup>er</sup> plafond est de 1 381 EUR. De 1 648 EUR à 1 798 EUR (actuellement de 1 381 à 1 506 EUR), l'abattement sera de 2 % ; il se réduira à 1 % pour les salaires mensuels bruts compris entre 1 799 EUR et 1 948 EUR. Au-delà de 1 948 EUR, le taux plein de cotisation sera appliqué (3 %). La cotisation patronale, également de 3 %, restera inchangée pour toutes les tranches de salaires. Le gouvernement espère par cette revalorisation des plafonds redonner du pouvoir d'achat aux bas salaires. De source gouvernementale, jusqu'à 900 000 personnes pourraient bénéficier de cette exonération qui est estimée en moyenne à 311 EUR par salarié et par an. Le coût de cette mesure est chiffré à 140 MEUR par an pour l'assurance chômage, compensé par le budget fédéral. Dans sa prise de position, la Chambre d'économie WKO (*Wirtschaftskammer Österreich*) se déclare opposée à cette revalorisation des plafonds car, selon elle, elle affaiblit le budget de l'assurance chômage, déjà déficitaire de 1,5 Mrd EUR, et ne contribuera pas à alléger la pression fiscale sur le facteur travail, les employeurs ne bénéficiant pas d'allègement dans ce domaine. Elle y voit également un encouragement au travail à temps partiel, synonyme de paupérisation des femmes, autant en activité qu'à la retraite. Elle préconise un allègement des cotisations chômage au profit des chômeurs seniors qui retrouveraient un emploi, afin de faciliter leur réintégration sur le marché de l'emploi. La Chambre du Travail AK (*Arbeiterkammer*) comme la confédération syndicale ÖGB (*Österreichischer Gewerkschaftsbund*) se prononcent également comme cette mesure qui, selon elles, mettrait en danger le principe de solidarité dans l'assurance chômage. Par ailleurs, elles y voient un manque de financement pour l'assurance chômage qui se traduirait à terme par des coupes claires dans les prestations servies au titre du chômage. En outre, le gain de pouvoir d'achat se révélerait selon leurs calculs bien modeste : entre 10,42 EUR et 26,85 EUR par mois. Par ailleurs la paupérisation des femmes s'en trouverait renforcée, 45 % d'entre elles percevant moins de 1381 EUR bruts mensuels. La Fédération des industriels IV (*Industriellenvereinigung*) quant à elle, argumente que cette mesure conduira à encourager le travail à temps partiel. Elle préconise de mener une réforme de l'assurance chômage pour



ramener le taux global de cotisation (parts patronale et salariale) de 6 à 3 %, comme en Allemagne.

**Malgré un chômage à 5,5 %, l'Autriche n'occupe que la 12<sup>ème</sup> place européenne**

Profitant de la conjoncture favorable grâce à une reprise vigoureuse (croissance à 2,9 % du PIB en 2017, chiffres provisoires) et des perspectives prometteuses (hausse du PIB de 3,0 % en 2018 et de 2,2 % en 2019), le marché de l'emploi en Autriche reste résolument bien orienté. Selon les derniers chiffres publiés par l'office européen *eurostat*, le chômage s'est établi à 5,5 % fin janvier 2018, en baisse de 0,2 % en glissement annuel, corrigé des variations saisonnières (France : 9,0 % ; Allemagne : 3,6 % ; EU 28 : 7,3 %). L'Autriche se place ainsi à la 12<sup>ème</sup> place européenne, bien loin du podium qu'elle dominait en aout 2011 (4,0 %). En matière de chômage des jeunes, le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa baisse avec un taux à 9,4 % (5<sup>ème</sup> place européenne), soit une baisse de 0,1 point par rapport à décembre 2017 et de 1,0 point en glissement annuel. Malgré la saison hivernale peu propice au BTP, ce secteur, porté par l'expansion économique, enregistre une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de 2,9 %. La production manufacturière affiche le plus fort repli avec une chute de 15,8 % en glissement annuel, suivi par le secteur du tourisme (recul de 13,2 %), dû à un enneigement abondant et une saison de sports d'hiver battant son plein. Le commerce enregistre également un repli de 12,6 %. Le Pôle Emploi autrichien AMS (*Arbeitsmarktservice*) a par ailleurs enregistré près de 63 000 postes vacants immédiatement, dont plus de 16 000 dans le Land le plus industrialisé, la Haute-Autriche, que le potentiel de main d'œuvre, malgré son expansion continue, peine à pourvoir. De son côté, l'office de la statistique, *Statistik Austria*, a fait connaître qu'en moyenne en 2017, 97 400 postes avaient été déclarés vacants par les entreprises autrichiennes, mais seulement 56,6 % l'étaient auprès de l'AMS. Par rapport à 2016, le nombre de postes à pourvoir a augmenté de 33,8 %. Les secteurs le plus demandeurs sont le commerce et les prestations de service (23,6 %). Presque 80 % des offres d'emploi concernaient des emplois à temps plein, seuls 8,4 % étaient des emplois saisonniers. Près de 50 % des offres ont été honorées dans les trois mois. 16 % des offres prévoyaient une rémunération brute mensuelle inférieure à 1 000 EUR, 28 % se situaient sous la barre des 1 700 EUR. Seules 19 % des offres proposaient un salaire brut mensuel supérieur à 2 400 EUR.

**La main d'œuvre qualifiée devient rare**

Selon les dernières estimations de l'AMS et de son directeur, M. Johannes Kopf, l'économie autrichienne, notamment le BTP, commence à souffrir d'un manque de main d'œuvre qualifiée. Alors que la population active reste en expansion de 1,5 % en janvier avec 4 millions de personnes, de nombreuses entreprises peinent à recruter une main d'œuvre qualifiée suffisante et se voient de plus en plus souvent contraintes de refuser des nouvelles commandes. Chaque année en janvier, le ministère du travail établit, après consultation du ministère de l'économie et des partenaires sociaux, la liste annuelle des professions déficitaires, ce qui permet de recruter à l'étranger (hors EU) les futurs titulaires de la carte Rouge-Blanc-Rouge. Par rapport à 2017, le nombre de métiers portés sur la liste 2018 a plus que doublé pour atteindre 27 professions, qu'il s'agisse de soudeurs, carreleurs, de diplômés d'ingénierie mécanique ou d'infirmiers. Comme en 2017, les métiers du bâtiment sont particulièrement déficitaires, la branche ayant affiché en 2017 une progression de 6 % de son activité. Les flux migratoires intra-européens, notamment en provenance de Hongrie et de



Roumanie, continuent de fournir une main d'œuvre qualifiée au marché de l'emploi autrichien mais les experts observent un phénomène de substitution au détriment des populations turques et balkaniques, immigrées précédemment. Rappelons toutefois à cet endroit que les Allemands, avec près de 104 000 personnes, représentent le plus gros contingent d'actifs allogènes sur le marché autrichien, suivis des Hongrois avec plus de 90 000 personnes. Selon une étude, la reprise économique dans les PECO aurait engendré une pression sur les salaires en Roumanie et en Bulgarie supérieure à 30%, en Hongrie et en Pologne de plus de 20 %. Mais ce phénomène ne suffirait pas à inverser les flux migratoires, comme l'ont rappelé des experts en poste à Bucarest et à Varsovie lors d'une conférence sur la mobilité des travailleurs en Europe. Selon M. Johannes Kopf, plus de 400 000 actifs ont rejoint le marché de l'emploi autrichien entre 2010 et 2017. Sur le long terme, il perçoit cet afflux migratoire comme une manne pour contrer le vieillissement de la population et un renfort du site Autriche. En revanche, dans un communiqué récent, il s'est exprimé contre une ouverture totale du marché du travail aux travailleurs croates. Il recommande aux autorités politiques de profiter de la possibilité de restreindre l'accès pendant les deux ans à venir.

### Questions sociales

#### Le projet d'indexation des prestations familiales en consultation publique

Le 5 janvier déposait le gouvernement Kurz un projet de loi au Parlement, relatif à une indexation des prestations familiales exportées dans un autre pays de l'UE au niveau de vie de ce pays, pour consultation préalable jusqu'au 16 février ; de nombreuses organisations, dont les partenaires sociaux, parmi eux la Chambre fédérale d'économie WKO (*Wirtschaftskammer Österreich*), la Chambre fédérale du Travail AK (*Arbeiterkammer*), la confédération syndicale ÖGB (*Österreichischer Gewerkschaftsbund*), mais également les services du médiateur fédéral, des associations de protection de l'enfance, la fédération des associations de femmes ont apporté leur éclairage et leur expertise à ce débat hautement politique. Par ailleurs, de nombreux citoyens ont également fait part de leur avis sur le projet gouvernement. Comme déjà plusieurs experts juridiques l'avaient fait remarquer, il ressort de cette consultation publique et des avis émis que la conformité de ce projet avec le droit communautaire, et avec au moins avec la liberté de circulation des personnes, reste plus que discutable. La WKO salue ce projet et y voit un allègement des cotisations des employeurs et donc une baisse de la pression fiscale sur le facteur travail. A noter que les allocations familiales sont versées grâce à un fonds de prévoyance familiale FLAF (*Familienlastenausgleichsfonds*), créé en 1968, géré par le ministère des Finances (BMF) et alimenté à 71 % par les cotisations obligatoires des employeurs à hauteur de 3,9 % de la masse salariale (4,1 % jusqu'au 31 décembre 2017). Les collectivités territoriales apportent le financement restant, à hauteur de 27 %. Le gouvernement Kurz espère pouvoir réaliser une économie de 114 MEUR, à comparer aux 273 MEUR d'allocations familiales exportées en 2016 au sein de l'UE au profit de 132 000 enfants. La Hongrie est l'Etat-membre principal bénéficiaire de cet export avec plus de 80 MEUR en 2016.

[Haut du document](#)



## Questions sectorielles

### Services financiers

**Le système de garantie des dépôts : vers un organisme de sauvegarde unique**

En transposant la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et selon la loi ESAEG (*Einlagensicherungs- und Anlegerentschädigungsgesetz*) entrée en vigueur le 14 août 2015, l'Autriche vient de se doter d'un organisme de sauvegarde unique (*Einlagensicherung AUSTRIA GmbH*) qui sera géré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 par la Chambre fédérale de l'économie WKO. Il remplacera les organismes de sauvegarde des banques populaires, des banques régionales de crédit hypothécaire et des banques privées individuelles. La somme garantie par client de 100 000 EUR restera inchangée. Le volume du fonds portera sur 0,8 % des dépôts garantis, la dotation du fonds ayant commencé en 2015 s'étendra sur dix ans jusqu'en 2024. S'agissant des caisses d'épargne et des crédits agricoles *Raiffeisen*, ces groupes ont opté pour la création d'un système de protection institutionnel (IPS, *Institutional Protection Scheme*) reconnu par la législation européenne.

**L'épargne-logement continue à perdre de son attractivité**

Les quatre caisses d'épargne-logement (*Raiffeisen Bausparkasse, S-Bausparkasse, Wüstenrot et Start.Bausparkasse*) ont géré en 2017 près de 4,6 millions de comptes après presque 4,8 millions en 2016 (-3,7 %). Le nombre des nouveaux contrats a de nouveau baissé de 9,7 % pour atteindre 698 571 après un recul de 7 % en 2016 et de 8,3 % en 2015. La perte d'attractivité de ce produit est due au faible niveau des taux d'intérêt. Le volume des dépôts a pourtant légèrement augmenté à près de 20,6 Mrd EUR (2016 : 20,4 Mrd EUR), le volume des crédits progressant de 1,4 % à 18,8 Mrd EUR.

### Energie et environnement

**Les changements de fournisseur énergétique de plus en plus populaires**

Selon l'autorité de contrôle E-Control, environ 341 000 ménages et entreprises ont changé de fournisseur énergétique en 2017 (dont 261 000 pour l'électricité et 80 000 pour le gaz) contre 286 000 en 2016 soit une augmentation de 19 %. Le taux de changement a atteint 4,3 % pour l'électricité et 6,0 % pour le gaz et est particulièrement élevé en Haute-Autriche (6,4 % pour l'électricité et 9,2 % pour le gaz). Pour E-Control, les changements de fournisseur sont motivés par des perspectives d'économies qui pourraient atteindre en moyenne par an et par consommateur 340 EUR pour l'électricité et 650 EUR pour le gaz.

**OMV se diversifie et acquiert 40 % du capital de SMARTRICS, société spécialisée dans la mobilité électrique**

Le groupe pétrolier et gazier autrichien OMV a achevé le 6 décembre dernier l'achat de 40 % de *SMARTRICS*, leader autrichien de l'e-mobilité. Le réseau *SMARTRICS* est le seul réseau de recharge à grande vitesse d'Autriche qui compte actuellement 435 bornes de recharge, situées tous les 60 km le long des autoroutes et dans les centres urbains. Ainsi, les conducteurs auraient le choix entre différents carburants : essence, électricité ou hydrogène. Avec cet accord, OMV devient actionnaire majoritaire à égalité avec la société d'électricité *Verbund* et aux côtés de *Siemens*, propriétaire des 20 % restants des parts. OMV a annoncé avoir renoué avec le bénéfice en 2017 avec un résultat net de 853 MEUR, après une perte de 183 MEUR en 2016 en raison notamment de dépréciations liées à la vente de sa filiale turque *Petrol Ofisi*. OMV souligne avoir vu sa production quotidienne moyenne bondir de plus de 20 % à 377 000 équivalents barils par jour, grâce au rachat en novembre du quart d'un des principaux champs gaziers russes, *Yuzhno-Russkoyé*, pour 1,7 Mrd EUR. De plus, le groupe



autrichien, qui emploie 27 700 personnes, a profité d'une hausse des cours du brut sur les marchés mondiaux et d'un programme de réduction des coûts qui s'est soldé par 330 MEUR d'économies en 2017. Pour 2018, OMV prévoit de porter sa production quotidienne moyenne à 420 000 équivalents barils par jour, grâce notamment à une hausse de la production en Libye. Le groupe, qui table sur 1,9 Mrd EUR d'investissements durant le nouvel exercice, a révisé à la hausse à 60 USD ses prévisions du prix moyen du baril de Brent cette année, contre 52 USD auparavant.

### Communication

#### Telekom Austria perd des clients dans le domaine de la téléphonie mobile

Le bénéfice du groupe *Telekom Austria*, détenu à 51 % par le groupe mexicain *America Movil* et à 28,4 % par l'Etat autrichien via sa holding de participation *ÖBIB*, a reculé en 2017 de 19,5 % à 345 MEUR en raison de la dépréciation de la valeur de certaines marques à hauteur de -123,2 MEUR et la suppression des frais d'itinérance (-20 MEUR). L'entreprise réalise 63,6 % de son EBITDA (résultat d'exploitation avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements) en Autriche, 12,6 % en Biélorussie, 8,9 % en Bulgarie, 3,3 % en Serbie, 6,8 % en Croatie, 2,6 % en Slovénie, et 2,2 % en Macédoine. Au total, l'EBITDA a augmenté de 2 % à 1 397 Mrd EUR. Le chiffre d'affaires a progressé de 3 % à 4,3 Mrd EUR. Le groupe emploie 18 900 personnes et compte 26 millions de clients. S'agissant de la téléphonie mobile en Autriche, le nombre de clients d'*AI Telekom Austria* a reculé de 5,4 millions en 2016 à 5,3 millions en 2017. On observe le même développement pour les entreprises *T-Mobile* et *Hutchison Drei* qui souffrent également de la concurrence que représentent les nouveaux fournisseurs.

### Industrie

#### Le volume de financement du plan Juncker en Autriche a atteint 931 MEUR fin 2017

Depuis le lancement du plan Juncker le 1<sup>er</sup> juin 2015, les opérations approuvées par la Banque européenne d'investissements (BEI) et bénéficiant du fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), dit *Plan Juncker*, s'élèvent à 51,1 Mrd EUR. Pour l'Autriche, neuf projets ont été approuvés à ce stade portant sur un volume de 931 MEUR :

- 25 MEUR en faveur de l'entreprise de biotechnologie *Apeiron Biologics AG* pour soutenir la mise au point de nouveaux produits pharmaceutiques pour le traitement contre le cancer.
- 500 MEUR en faveur de la filiale Voyageurs de l'opérateur historique ÖBB (*ÖBB-Personenverkehr AG*) pour l'achat de nouveaux matériels roulants.
- 40 MEUR en faveur du parc éolien *Energiepark Bruck/Leitha* qui porte sur la construction de 12 éoliennes d'une performance de 3 MW.
- Quatre accords ont été conclus avec des intermédiaires financiers autrichiens (banques, fonds) pour le financement d'un volume total de 109 MEUR.
- La PME *Röhren- und Pumpenwerk Bauer GmbH*, présente dans les systèmes d'irrigation pour le secteur agricole, a bénéficié d'un prêt accordé par *UniCredit Bank Austria* sécurisé par le plan Juncker pour se doter d'une toiture photovoltaïque qui produit 2,6 millions KWh par an.
- 42 MEUR en faveur d'un projet commun en Autriche et en Hongrie pour financer la recherche et le développement dans le domaine des végétaux sucriers et des plantes amyliacées.



- KTM augmente ses chiffres de ventes pour la 7ème année consécutive** Le constructeur de motos et de bicyclettes *KTM Industries AG*, connu pour ses marques *KTM*, *Husqvarna*, *WP* et *Pankl*, vient de présenter des chiffres record pour la septième fois consécutive. Il ressort qu'en 2017 le chiffre d'affaires a progressé de 14 % atteignant 1,5 Mrd EUR. Avec 238 334 motocycles vendus (+17 %), KTM reste le numéro Un en Europe. Les investissements, effectués notamment sur les sites de Kapfenberg en Styrie et Mattighofen en Haute-Autriche, ont atteint 179,6 MEUR soit une augmentation d'un quart. Le nombre de salariés a progressé de 16 % à 5 887 dont 4 568 employés en Autriche. Le résultat net a pourtant reculé de 6 % à 84 MEUR. Pour 2018, selon le directeur ventes et marketing, Florian Burguet, la sortie de plusieurs vélos électriques est annoncée. Sur le long terme, *KTM Industries* envisage de vendre 400 000 motocycles à l'horizon 2022.
- La première aciérie construite en 40 ans en Europe : l'aciérie de Voestalpine en Styrie** Le sidérurgiste *Voestalpine* avait annoncé cet automne la construction d'une nouvelle aciérie ultramoderne à Kapfenberg, en Styrie (voir notre veille de septembre 2017). A rebours des fermetures d'aciéries et des plans sociaux qui se sont multipliés en Europe ces quarante dernières années, *Voestalpine* investira entre 330 et 350 MEUR dans l'aciérie à arc électrique qui doit entrer en fonctionnement en 2021. D'une capacité de 205 000 tonnes par an, la nouvelle usine alimentée en énergies renouvelables doit totalement remplacer l'ancienne usine, fondée en partie il y a plus de 100 ans. Entièrement numérisée, elle fabriquera de l'acier à forte valeur ajoutée pour les industries automobile, aéronautique, pétrolière et gazière. La nouvelle aciérie emploiera les 3 000 salariés du site actuel. Parallèlement, *Voestalpine* construit à Kapfenberg un centre interne de compétences, dans lequel des experts de la robotique et des capteurs viendront notamment former les équipes du groupe à ces nouvelles technologies.
- Résultat record pour le leader mondial des fabricants de briques Wienerberger** Le leader mondial des fabricants de briques et leader européen des tuiles en argiles *Wienerberger* affiche des résultats record pour l'exercice 2017. Pour la première fois de son histoire, le chiffre d'affaires de *Wienerberger*, fondée en 1819, a dépassé la barre de 3,1 Mrd EUR (+5 %). Le bénéfice net est au plus haut niveau depuis dix ans (123 MEUR, +50 %). Le dividende augmentera par conséquent de +11 % à 0,30 EUR par action plus un dividende exceptionnel unique de 0,10 EUR. En France, le groupe emploie 800 personnes dans dix usines de production : Achenheim, Angersvilliers, Betschdorf, Pont-de-Vaux, Cauchy-à-la-Tour, Flines-lez-Raches, Allainville, Aleonard, Lantenne et Seltz.
- ams, fournisseur autrichien d'Apple en capteurs optiques, double son chiffre d'affaires** *ams (austriamicrosystems)*, dont le siège est situé près de Graz, en Autriche, est un fabricant de semi-conducteurs, qui fournit notamment *Apple* en capteurs optiques permettant la reconnaissance faciale ou l'ajustement automatique de la luminosité des iPhones. *ams* travaille aussi sur des capteurs environnementaux capables de détecter les particules de gaz ou les niveaux de pollution, ainsi que des moniteurs de santé pouvant être installés sur les téléphones portables. Après une forte expansion sur le marché asiatique, *ams* a fait son entrée à la bourse suisse en 2004. A partir de 2011, *ams* prend un tournant stratégique et se spécialise dans la technologie haut de gamme des capteurs optiques et sensoriels : elle fait l'acquisition de plusieurs entreprises du secteur et devient leader mondial du capteur optique et micro-optique après le rachat en 2017 d'*Heptagon* basée à Singapour. Les chiffres témoignent du succès de la stratégie: en 2017 le chiffre d'affaires du groupe *ams* s'élève à près de



1,1 Mrd EUR, contre 549,9 MEUR en 2016, soit une augmentation de 93 %. Les dépenses de recherche et développement s'élèvent à 214,0 MEUR, soit 20 % du chiffre d'affaires en 2017. Le résultat net ajusté pour 2017 s'élève à 127,5 MEUR contre 102,9 MEUR en 2016. Pour accélérer la mise sur le marché de sa nouvelle technologie, *ams* a annoncé début février négocier le rachat de la startup suisse *KeyLemons*, leader des logiciels de reconnaissance faciale. Par ailleurs, pour favoriser de nouveaux investissements, *ams* évalue la possibilité d'une entrée sur le marché boursier de Hong Kong (HKex) d'ici 12 mois.

### Transports

#### L'affaire d'AirBerlin et de Flyniki pèse sur les statistiques des vols de l'aéroport de Vienne

L'aéroport de Vienne a accueilli 24,4 millions de passagers en 2017 (+4,5 %) dont 10,5 millions en destination de l'Europe. Le volume de fret a augmenté de 1,9% à 288 000 tonnes. Le nombre de vols par contre a baissé de 0,8 % à 225 000. Le groupe *Flughafen Wien* qui comprend l'aéroport de Vienne et des parts dans les aéroports de Malte et de Kosice (Slovaquie), coté à la bourse de Vienne, a atteint un chiffre d'affaires de 753,2 MEUR (+1,6 %), le bénéfice net atteignant la somme record de 126,9 MEUR (+12,7 %). En janvier 2017, le projet de construction d'une troisième piste a été présenté par le directoire de l'aéroport de Vienne. Un nombre sans précédent de riverains, des associations de protection de l'environnement et des propriétaires des terrains concernés ont attaqué en justice le projet et l'ont emporté devant le tribunal administratif fédéral, jugement entretemps cassé par la Cour constitutionnelle. Suite à cet échec, 30,4 MEUR avaient été passés en dépréciation sur l'exercice 2016. Dans son pacte de coalition, le nouveau gouvernement a formulé son engagement ferme en faveur du renforcement de l'aéroport de Vienne en tant que hub aéroportuaire et à la construction de la troisième piste.

### Agriculture

#### Forte progression du revenu agricole en 2017

Alors que les années 2012 à 2015 avaient été marquées par un recul constant du revenu agricole (2012 : -6,1 % ; 2013 : -12,4 % ; 2014 et 2015 : -7,2 %), l'année 2016 s'était soldée par une timide reprise favorable aux exploitants agricoles. 2017 a confirmé la tendance haussière, selon une étude publiée par l'institut *Statistik Austria*. Grâce au rebond des prix du lait et de bonnes vendanges (2016 avait été marquée par une vendange médiocre en raison des dégâts occasionnés par le gel tardif), le revenu agricole par travailleur a progressé en glissement annuel de 18,8 %, après une hausse de 12,3 % en 2016. La valeur de la production agricole autrichienne est estimée pour 2017 à 7,3 Mrd EUR, soit une hausse de 6,8 %. Les aides publiques se sont élevées à 1,5 Mrd EUR, soit un repli de 0,9 %. La production animale a atteint en valeur 3,6 Mrd EUR, soit une progression de 11,7 %, due en grande partie aux prix du lait en hausse mais également à l'évolution positive des produits porcins. En termes de production végétale, 3,0 Mrd EUR ont été générés en 2017, en progression de 3,1 %. La chaleur et le manque de précipitations qui ont touché le Nord-Est et l'Est du pays ont provoqué des pertes de rendement dans les grandes récoltes ainsi que dans la culture fourragère. La récolte fruitière a également été impactée par le gel mais en comparaison à la récolte 2016, elle a pu gagner en volume. La récolte vinicole est restée de bonne facture, autant qualitative que quantitative. Les prix des produits végétaux ont gagné 2,9 % en 2017.



**La Ministre  
Köstinger  
opposée à une  
réduction du  
financement de la  
PAC**

Le 12 février 2018, dans le cadre des consultations avec les Etats-membres en amont de la proposition de la Commission européenne sur le prochain cadre financier pluriannuel, le Commissaire au budget Günther Oettinger, en visite à Vienne, s'est entretenu avec une délégation de parlementaires et des membres du gouvernement Kurz, dont Mme Elisabeth Köstinger, ministre de la Durabilité et du tourisme, en charge de l'agriculture. Les orientations du commissaire prévoyant une réduction de 5 à 10 % du financement de la Politique agricole commune (PAC) en vue de compenser la contribution britannique ont été accueillies avec beaucoup de réticences. Par communiqué de presse, la Ministre Köstinger a tenu à préciser, à l'issue de l'entretien, qu'elle s'opposera à une coupe budgétaire relative à l'agriculture et au développement rural et qu'elle préconise de rechercher les économies réalisables au niveau de l'administration européenne avant de s'attaquer à l'existence des exploitants agricoles. Selon elle, l'Autriche, ayant fait le choix d'une production agricole de qualité et durable, ne saurait être punie après avoir été contributeur net, garant de hauts standards de production. La ministre entend se faire le héraut d'une agriculture régionale, basée sur des petites structures familiales, l'avenir de l'agriculture européenne ne pouvant être les « fabriques agricoles » et la production intensive. Elle a profité de cette occasion pour réaffirmer les engagements pris dans le programme de coalition. Tant le président du *Bauernbund* (branche agricole du parti conservateur ÖVP, forte de 236 000 adhérents), M. Georg Strasser, que le président de la Chambre fédérale d'agriculture (*Landwirtschaftskammer Österreich*), M. Hermann Schultes, ont fustigé le projet de réduction des moyens financiers consacrés à l'agriculture et le développement rural, estimant que les exploitants agricoles ne doivent pas payer l'addition du *Brexit*. A noter que l'Autriche est recouverte à 66 % de zones montagneuses et que la part des aides au revenu moyen des exploitants agricoles peut atteindre jusqu'à 80 % dans les zones particulièrement défavorisées. En 2016, environ 1,6 Mrd EUR a été versé au titre des 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> piliers à plus de 114 000 exploitations.

**De nouvelles têtes  
à la Chambre  
fédérale  
d'agriculture**

Après que M. Josef Plank ait été nommé par la Ministre Köstinger Secrétaire général du ministère de la Durabilité et du tourisme, la Chambre fédérale d'agriculture LKOe (*Landwirtschaftskammer Österreich*) s'est dotée d'un nouveau secrétaire général en la personne de M. Ferdinand Lembacher. M. Lembacher, né en 1970, a grandi dans une exploitation agricole de Basse-Autriche. Il est ingénieur diplômé de l'université des sciences de la terre de Vienne. Il a dirigé le groupement d'intérêt pour la production de pommes de terre, puis l'association des producteurs de pommes de terre féculières. De 2006 à 2008, il était directeur de la production végétale à la Chambre d'agriculture régionale de Basse-Autriche, spécialisé dans la protection des cultures, la PAC et les marchés agricoles. A noter également que la succession du président de la Chambre fédérale d'Agriculture, M. Hermann Schultes, en fonction depuis 2014 jusqu'au 15 mai 2018, vient d'être réglée par le collègue des pairs : M. Josef Moosbrugger, actuel président de la chambre régionale du Vorarlberg sera le futur président au niveau fédéral. Né en 1966, M. Moosbrugger, issu de la filière laitière, est à la tête de la chambre du Vorarlberg depuis 1999 et préside déjà la commission laitière au sein de l'entité fédérale.



**La production animale en hausse de 1 %, sauf chez les bovins** Selon l'institut autrichien de la statistique, 2,8 millions de porcs ont été élevés en Autriche en 2017 (France : 12,7 millions fin 2016), soit 27 300 têtes de plus qu'au 1er décembre 2016 ou une hausse de 1 %. Si le nombre de porcelets et de jeunes porcs est resté constant à 1,4 million, celui des porcs d'engraissement a augmenté de 2,1 % à près de 1,2 million, et celui de porcs reproducteurs de 1,2 % à 244 000 têtes. La production porcine est concentrée à 92,9 % en Haute et Basse-Autriche ainsi qu'en Styrie. Chez les ovins, le cheptel a fortement augmenté de 6,1 % en glissement annuel pour atteindre 401 000 têtes (France : 7 millions fin 2016). Mais la plus forte progression a été enregistré chez les caprins avec une hausse de 10,2 % pour un cheptel de 91 100 animaux (France : 1,2 million fin 2016). En revanche, la production bovine a accusé un recul de 0,6 % en glissement annuel pour atteindre 1,9 million fin 2017 (France : 19,3 millions fin 2016). Le nombre de bovins de moins d'un an s'est replié de 1,4 % (624 000 têtes), celui des veaux de boucherie de 2,2 %. Les bovins de 1 à 2 ans ont vu leur cheptel augmenter de 1,5 %, à 439 000 têtes. La population de bovins âgés de plus de 2 ans et plus a progressé de 1,0 % à 881 000 têtes. Au cours de l'année 2017, le nombre d'exploitations bovines a diminué de 2,1 % pour s'établir à 59 300 fermes qui élèvent chacune en moyenne 33 têtes de bétail.

[Haut du document](#)

### Présence française

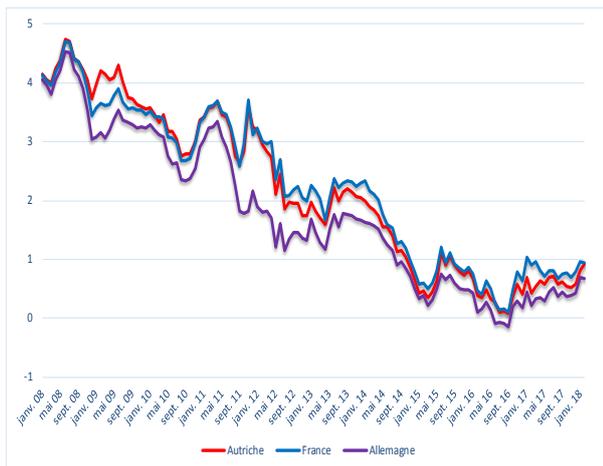
**Valneva affiche une forte croissance des ventes en 2017** La société de biotechnologie spécialisée dans le développement, la production et à la commercialisation de vaccins innovants, *Valneva SE*, cotée sur Euronext-Paris et à la bourse de Vienne, a publié un chiffre d'affaires 2017 en hausse de 12 % à 109,8 MEUR soutenu par une croissance de 15 % des ventes de produits. Le portefeuille de produits de *Valneva* inclut deux vaccins du voyageur, *IXIARO®/JESPECT®* contre l'encéphalite japonaise, et *DUKORAL®* dans la prévention du choléra. Le groupe est également propriétaire de vaccins en développement dont le seul candidat vaccin contre la maladie de Lyme. En juillet 2017, *Valneva* et la société américaine *Emergent BioSolutions* ont décidé de joindre leurs forces pour accélérer le développement d'un vaccin contre le virus Zika. *Valneva* compte plus de 450 employés et exerce ses activités depuis l'Autriche, la Suède, la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les Etats-Unis.



**Annexe**

Indicateurs de l'activité économique

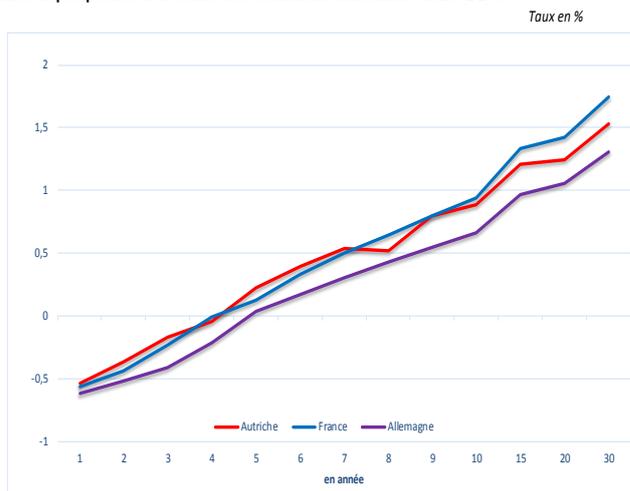
Evolution des taux actuariels à 10 ans depuis janvier 2008



source : Thomson Reuters.

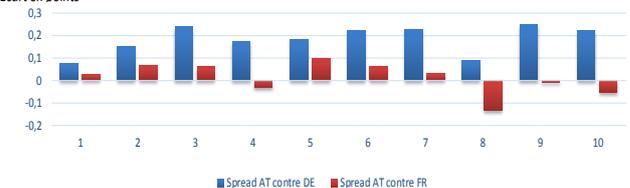
|           | Max            | Min             | Actuel      | dernier point       |
|-----------|----------------|-----------------|-------------|---------------------|
| Autriche  | 4,74 juin 2008 | 0,08 sept 2016  | <b>0,92</b> | <b>février 2018</b> |
| France    | 4,69 juin 2008 | 0,10 sept 2016  | <b>0,95</b> | <b>février 2018</b> |
| Allemagne | 4,53 juin 2008 | -0,14 sept 2016 | <b>0,68</b> | <b>février 2018</b> |

Mise en perspective de la courbe des rendements autrichiens au 28/02/2018



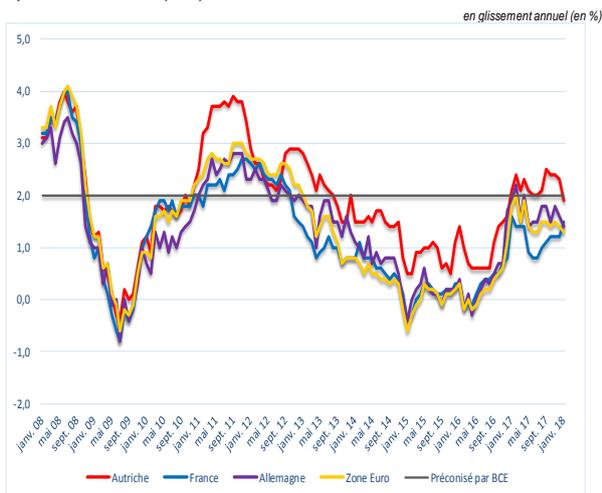
Source : SIX

Ecart en points



Source : SIX

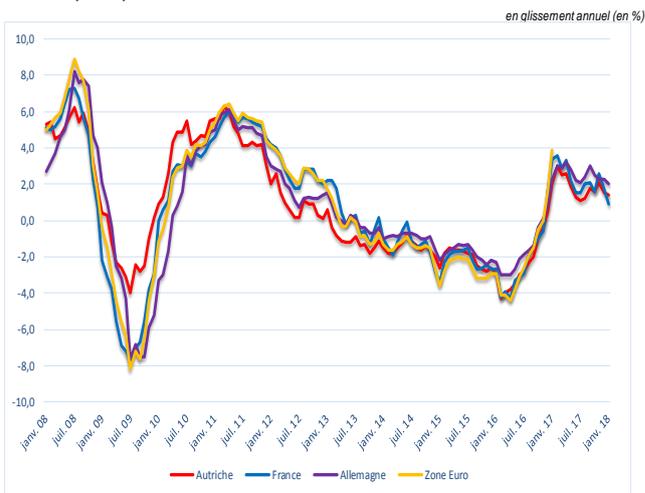
Indice des prix à la consommation (IPC)



source : Eurostat

| en %      | Maximum       | Minimum        | Actuel     | dernier point       |
|-----------|---------------|----------------|------------|---------------------|
| Autriche  | 4,0 juin 2008 | -0,4 juil 2009 | <b>1,9</b> | <b>janvier 2018</b> |
| Allemagne | 3,5 juil 2008 | -0,8 juil 2009 | <b>1,4</b> | <b>janvier 2018</b> |
| France    | 4,0 juin 2008 | -0,8 juil 2009 | <b>1,5</b> | <b>janvier 2018</b> |
| Zone Euro | 4,1 juil 2008 | -0,6 juil 2009 | <b>1,3</b> | <b>janvier 2018</b> |

Indice des prix de production

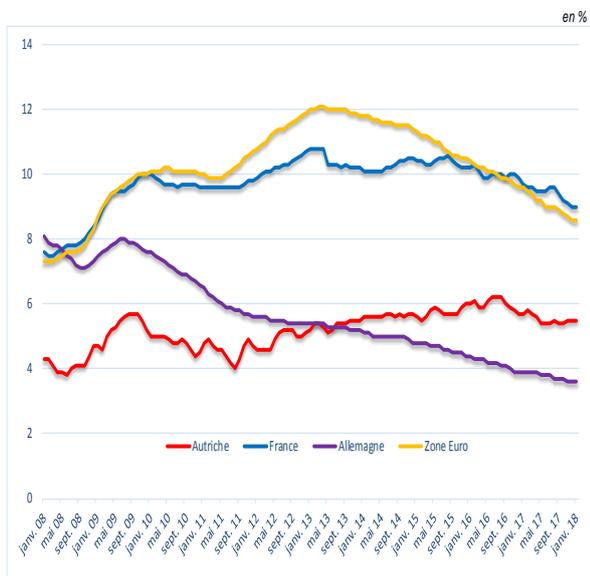


source : Eurostat

| en %      | Maximum       | Minimum        | Actuel     | dernier point       |
|-----------|---------------|----------------|------------|---------------------|
| Autriche  | 6,3 mars 2011 | -4,3 févr 2016 | <b>1,4</b> | <b>janvier 2018</b> |
| Allemagne | 8,2 juil 2008 | -7,6 juil 2009 | <b>2,0</b> | <b>janvier 2018</b> |
| France    | 7,3 juil 2008 | -7,6 juil 2009 | <b>0,9</b> | <b>janvier 2018</b> |
| Zone Euro | 8,9 juil 2008 | -8,2 juil 2009 | <b>1,5</b> | <b>janvier 2018</b> |



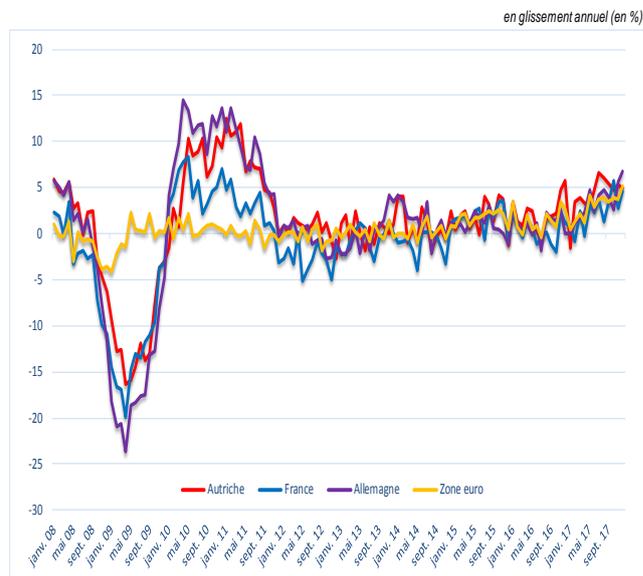
Taux de chômage - évolution depuis janvier 2008



source : Eurostat

| en %             | Maximum | Minimum   | Actuel | dernier point |            |                     |
|------------------|---------|-----------|--------|---------------|------------|---------------------|
| <b>Autriche</b>  | 6,2     | août 2016 | 3,8    | juin 2008     | <b>5,5</b> | <b>janvier 2018</b> |
| <b>Allemagne</b> | 8,1     | janv 2008 | 3,6    | janv 2018     | <b>3,6</b> | <b>janvier 2018</b> |
| <b>France</b>    | 10,8    | avr 2013  | 7,5    | mars 2008     | <b>9,0</b> | <b>janvier 2018</b> |
| <b>Zone Euro</b> | 12,1    | avr 2013  | 7,3    | mars 2008     | <b>8,6</b> | <b>janvier 2018</b> |

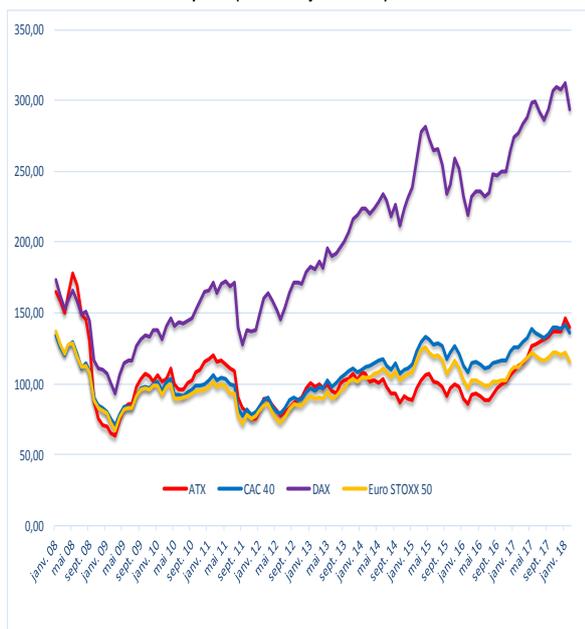
Indice de la production industrielle (hors construction) cvs-cjo



source : Eurostat

| en %             | Maximum | Minimum   | Actuel | dernier point |            |                      |
|------------------|---------|-----------|--------|---------------|------------|----------------------|
| <b>Autriche</b>  | 12,4    | janv 2011 | -16,4  | avr 2009      | <b>4,9</b> | <b>décembre 2017</b> |
| <b>Allemagne</b> | 14,4    | avr 2010  | -23,6  | avr 2009      | <b>6,8</b> | <b>décembre 2017</b> |
| <b>France</b>    | 8,3     | mai 2010  | -19,9  | avr 2009      | <b>4,6</b> | <b>décembre 2017</b> |
| <b>Zone euro</b> | 5,2     | déc 2017  | -4,2   | janv 2009     | <b>5,2</b> | <b>décembre 2017</b> |

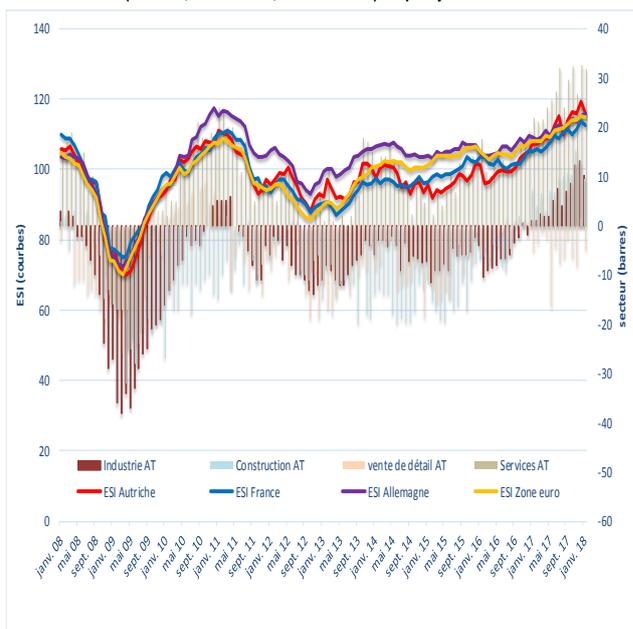
Evolution des indices boursiers européens (base 100 = janvier 2005)



source : Wiener Börse.

dernier point : février 2018

Climat des affaires (Services, Construction, Vente de détail) - depuis janvier 2008

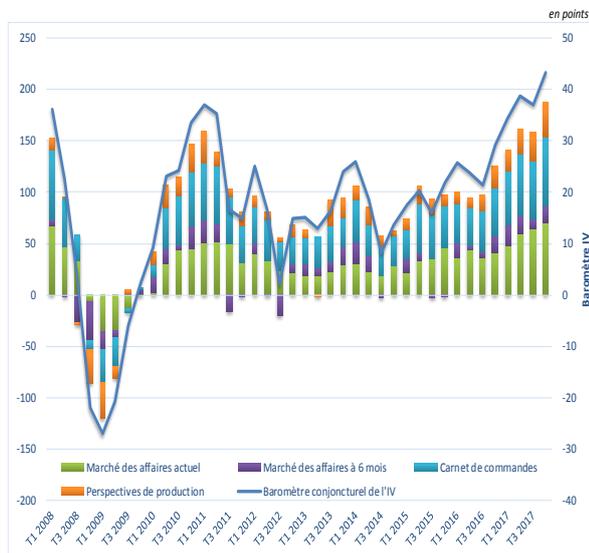


source : OeNB

dernier point : février 2018

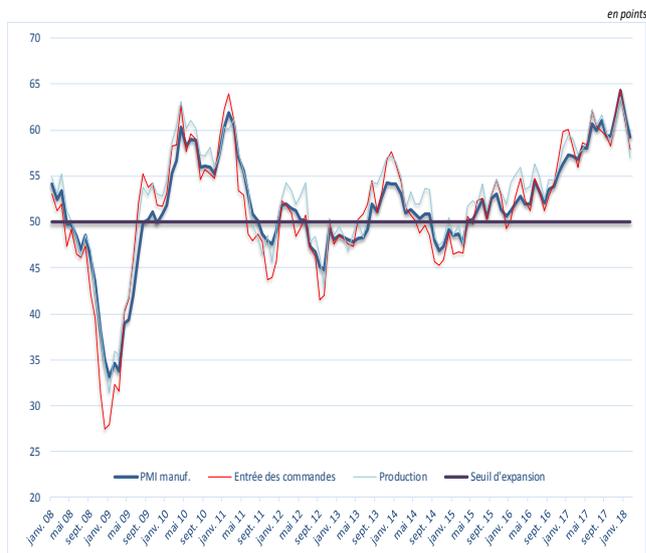


Enquête de conjoncture : IV Konjunkturbarometer (grandes entreprises)



source: Industriellenvereinigung  
dernier point : T4 2017

PMI Industrie et sous-indices - depuis janvier 2008



source: Bank Austria Research  
dernier point: février 2018

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à [vienne@dgtrésor.gouv.fr](mailto:vienne@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur :**

Service Économique de Vienne  
Adresse : Reisnerstrasse 50/10  
1030 Vienne  
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Margaux Roze des Ordon

Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 6 mars 2018

Version originelle : Septembre 2013

Rédaction achevée le 28 février 2018